



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Evolution et avenir des femmes rurales

Ménie Grégoire

Résumé

L'évolution des femmes rurales, tardive, est d'autant plus brutale.. Quelle sera leur place dans une agriculture de plus en plus industrialisée ?

Un enseignement spécialisé saura-t-il leur assurer un avenir, agricole ou non ?

Abstract

The changing conditions of country life have implied a brutal change for the country women, both of their activity and of their way of thinking. Where will their place be in a more and more industrialized agriculture ?

Will a specialized training secure a farm or non-farm future for them ?

Citer ce document / Cite this document :

Grégoire Ménie. Evolution et avenir des femmes rurales. In: Économie rurale. N°66, 1965. pp. 3-9;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1965.1908>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1965_num_66_1_1908

Fichier pdf généré le 08/05/2018

EVOLUTION ET AVENIR DES FEMMES RURALES

par Mémie GREGOIRE

A BRUTAL CHANGE FOR THE COUNTRY WOMEN

The changing conditions of country life have implied a brutal change for the country women, both of their activity and of their way of thinking. Where will their place be in a more and more industrialized agriculture ?

Will a specialized training secure a farm or non-farm future for them ?

L'évolution des femmes rurales, tardive, est d'autant plus brutale. Quelle sera leur place dans une agriculture de plus en plus industrialisée ?

Un enseignement spécialisé saura-t-il leur assurer un avenir, agricole ou non ?

Il n'y a pas de problèmes plus mal posés aujourd'hui que ceux du travail féminin, et en général de l'évolution des femmes.

Dix ans d'études, d'enquêtes et de rencontres sur ce sujet m'ont convaincue que nous vivons sur un passé déjà mort, dans quelque milieu que ce soit. Si nous n'osons pas y toucher, à une époque où on remet tout en question, c'est que ces problèmes nous font peur.

Nous n'en parlons d'ailleurs qu'avec des gants. Nous disons : le travail de « la femme » ou l'évolution de « la femme », comme s'il s'agissait d'une abstraction. Il s'agit, en fait, d'une série d'individus très différents : « la femme », ce sont des jeunes filles, des mères de famille ou des personnes âgées, des bourgeoises, des ouvrières, des agricultrices, des intellectuelles ou des techniciennes. Qu'ont-elles de commun ? Et qu'est-ce donc que « la femme » ?

Au singulier, dans l'esprit des hommes, c'est la mère. Si les femmes changent sur quelque point, ils ont peur que leurs enfants et eux-mêmes ne soient plus pris en charge, ou moins bien.

Au singulier, pour les femmes, c'est la « responsable » d'un homme et de ses enfants. Si les femmes se sentent changer, elles ont peur elles aussi de faillir à une mission qui a été assumée d'une façon immuable, d'être coupables en l'assumant différemment. C'est pourquoi les problèmes qui touchent les femmes et leur rôle, sèment la pani-

que dans la sensibilité profonde, et charrient une lourde culpabilité qui met tout le monde très mal à l'aise pour en parler.

Pourtant la condition des femmes a évolué profondément depuis cent ans. Les femmes ont dû changer leur façon d'être et de vivre. Mais elles l'ont fait en évitant de l'avouer, en refusant de poser ouvertement leurs problèmes, en faisant semblant d'être exactement comme autrefois. Il y a fort peu de temps qu'en France, on a osé aborder carrément le problème : c'est Simone de Beauvoir qu'il l'a fait la première, en 1950, dans « le deuxième sexe », et elle a fait scandale. Il a fallu au moins dix ans pour que l'on ose reprendre le sujet. Aujourd'hui, les publications et les enquêtes pleuvent. Le tabou est levé ; le sujet est même à la mode. Cela ne veut pas dire qu'on y voie encore très clair.

Les femmes rurales comme les autres...

Le problème particulier des femmes du monde agricole ne peut être abordé sans être replacé dans une situation d'ensemble.

Ce qui arrive aux femmes rurales — la possibilité ou même la nécessité d'évoluer — n'est pas un événement neuf ou inattendu. Elles vivent et affrontent ce que toutes les catégories sociales ont affronté quand l'économie de type industriel les a atteintes : les ouvrières entre 1850 et 1880, les petites bourgeoises à la fin du XIXème siècle, et

les grandes bourgeoises dans la première moitié du XX^{ème}.

Les ouvrières, femmes qui travaillaient jadis comme artisanes à la maison, ont dû quitter leur foyer et s'insérer en masse dans un type de travail masculin pour continuer à gagner leur vie et participer à l'économie. Les petites bourgeoises, femmes qui gagnaient peu, ont vu s'ouvrir la possibilité de gagner mieux en passant de l'atelier aux bureaux. Les bourgeoises, femmes qui ne travaillaient pas et s'occupaient aux seuls soins d'une famille, ont dû y ajouter autre chose quand cette famille, servie par l'économie industrielle, n'a plus suffi à les occuper à plein temps. On a dit alors que les urbaines se sont « mises au travail », ce qui est faux : elles se sont reconverties à des métiers différents, hors du foyer, et salariés : *un certain type de travail a été dévalué par l'apparition de l'ère industrielle et de ses méthodes.*

Seules, jusqu'à la dernière guerre, les rurales avaient été épargnées, ou plutôt abandonnées, par le progrès. Le progrès, comme tout ce qui rapporte, va d'abord à ceux qui ont de l'argent. Il n'atteint les plus défavorisés qu'en dernier : on a vu des paysans français vivre hier sans électricité près d'une centrale atomique !

Les rurales n'avaient pas l'occasion d'évoluer, tant que leur cadre de vie et de travail restait le même, c'est-à-dire tant qu'on avait besoin d'elles dans une économie familiale, à la fois comme responsables de l'artisanat agricole et comme assistante du gros-œuvre. On n'a pas entendu parlé d'« évolution » chez elles, tant que l'une ou l'autre de ces activités ne pouvait être plus rentable

autrement. De même il n'a pas été question de « féminisme » ou « d'émancipation des femmes » en France, avant que les usines et les bureaux n'aient été pleins d'ouvrières et d'employées. On parle d'évolution quand tout est fait, c'est-à-dire avec retard. C'est normal : les femmes n'ont jamais envie d'évoluer sans raison, ni les hommes de les y pousser — nous avons dit pourquoi. Répétons-le, car c'est vrai dans le monde entier : quand on commence à parler d'évolution pour les femmes, c'est qu'on y est contraint et qu'il n'est déjà plus possible de faire autrement.

Cette constatation explique que les problèmes posés par l'évolution féminine soient partout mal réglés, parce que réglés après coup sur des options mal engagées, et à contre-cœur par tout le monde. Les problèmes des femmes modernes n'ont trouvé nulle part de solution vraiment satisfaisante. Je ne crois pas que l'U.R.S.S. et la Chine, qui s'y efforcent, aient eu le temps d'en venir à bout. Je ne crois pas non plus qu'Israël dans ses khibbouts, ait encore fait la preuve que l'éducation des enfants puisse sans dommage passer entièrement à la charge de la communauté. Ceux qui semblent avoir le mieux réglé la question sont sans doute les pays scandinaves, (Danemark et Finlande en particulier) : ils ont choisi franchement l'évolution des femmes et y ont consacré un taux d'investissements sociaux dont peu de pays peuvent, hélas ! rêver.

Les rurales doivent donc savoir avant tout que leurs problèmes ne sont pas exceptionnels, ni leur abandon plus scandaleux que celui de la majorité de leurs sœurs.

Une transformation intérieure

Que peut-il, que va-t-il arriver aux femmes du monde rural ?

Une crise de conscience

Quelque chose a changé : le type d'activités se modifie ; l'ère industrielle atteint le secteur agricole. Comme les artisans du passé, les agricultrices voient leur métier dévalué et vidé d'une partie de son sens : la machine remplace les femmes en tant que manœuvre de pointe ; la compétition internationale condamne les activités artisanales à faible rentabilité qui étaient les leurs. Grâce aux nouvelles formules d'exploitation, il n'y aura pas de place pour tout le monde : un tiers ou un quart du chiffre des agriculteurs et agricultrices est à rayer dans dix ans. Une telle découverte est d'abord une cause de malaise et d'inquiétude. Mais on ne peut la nier longtemps, il faut y faire face.

De plus, un fait est important. Les gens de l'agriculture réalisent que le salut de la profession n'appartient plus qu'à eux, hommes et femmes du monde rural. Jadis, la terre attirait les capitaux privés parce qu'elle était seule rentable ; l'agriculture était dirigée par des gens qui venaient d'ailleurs. Désormais, les capitaux se placent dans les « affaires » qui croissent et rapportent gros. Les hommes et les femmes de la profession se sentent seuls responsables, tous responsables.

Une transformation psychologique

Conjointement à cette prise de conscience, on assiste à une transformation psychologique. Les contacts qui s'établissent avec le reste du monde par la presse, la radio, la télévision, le cinéma, l'instruction, les groupements, la mobilité matérielle et sociale, font que le monde rural n'est plus un monde à part, refermé sur lui-même et igno-

rant de ce qui se passe ailleurs. L'image féminine courante l'atteint, et le touche d'autant plus qu'il se sait menacé. L'image traditionnelle de la paysanne d'hier paraît anachronique. Aucune fille de moins de trente ans ne s'y reconnaît. Les jeunes d'aujourd'hui en refusent ouvertement un certain nombre de points :

- un métier artisanal à faible rentabilité ;
- l'esclavage d'une famille patriarcale, avec cohabitation ;
- un mariage de type moyennâgeux, fondé sur l'autorité masculine ;
- une servitude totale à la fonction de reproduction ;
- un particularisme rural, étranger au mode de vie et de pensée urbaine ;
- un traditionnalisme figé qui ne donne de valeur qu'au passé.

Rien de tout cela — normal, inévitable, allant de soi, il y a vingt ans — ne passe plus aujourd'hui. Mais ce même refus s'est produit dans les autres milieux il y a déjà longtemps.

Le changement de l'image féminine a été lent, tâtonnant, prudent, dans ces milieux qui inno-

vaient. Il sera brutal, rapide, total, dans le milieu rural, où l'on se contente de suivre un mouvement général. Le nouveau modèle comportera tout ce que comporte le modèle courant : une instruction, une liberté, une profession et une vraie rentabilité.

Cette description n'est pas imaginaire. Elle se fonde sur des observations : celle de la poignée de femmes « engagées » que l'on rencontre dans les divers organismes agricoles. Un contact suivi, depuis 1961, avec l'Institut de formation des cadres paysans m'a permis de suivre pas à pas ce premier éveil des femmes rurales et d'observer sa progression. Elles ont déjà parlé, réfléchi, écrit, milité. Elles ont répondu à des enquêtes. J'ai déjà beaucoup cité leurs réponses à mes questions (1).

Combien sont-elles aujourd'hui à avoir franchi ce double pas d'une prise de conscience et d'une modification personnelle ? Il est difficile de l'évaluer. Peut-être quatre ou cinq mille — 3 ou 4 % de la population rurale ? Comme leurs hommes, ce sont des « pionniers » : ceux-ci sont discutés, souffrent beaucoup et ne deviennent des héros que quand ils sont morts ! Mais dans dix ans, dans vingt ans, ce type de femme sera le modèle courant : toujours l'emporte ce qui vit, bouge et s'adapte, tandis que meurt ce qui stagne.

Un avenir problématique

L'apparition de cette élite, constituée par des femmes d'une mentalité très évoluée, est un des phénomènes importants de l'époque. Elle modifie l'atmosphère du monde rural où jusqu'ici les femmes se tenaient en arrière plan et n'avaient droit qu'au silence. Désormais ces femmes posent les problèmes d'avenir, de la façon la plus crûe et la plus dramatique.

Que seront demain leurs enfants et en particulier leurs filles ? Quels débouchés leur seront ouverts ? Quelle proportion d'entr'elles trouveront à se caser dans l'agriculture et qu'y feront-elles ? (les enfants, c'est leur affaire n'est-ce pas ?).

A quoi prépare le nouvel enseignement ?

A la session de mai 1965 de l'Université Agricole de Printemps, tenue au Pradet par le Ministère de l'Agriculture, j'ai été chargée d'ouvrir les travaux des professeurs d'enseignement ménager agricole, observateurs bien placés s'il en est. Elles ont posé la question, brutalement, lucidement. Elles l'ont posé parce que les parents et les jeunes filles, dès qu'ils réfléchissent, la leur posent. Un nouvel enseignement se crée pour les femmes rurales. C'est un grand événement. L'enseignement ménager se transforme en enseignement général et professionnel. Tel qu'il était conçu, il

n'avait pas grand sens : il ne visait qu'à dégrossir le modèle de la paysanne traditionnelle, qui l'est déjà dans la majorité des cas. Il ne leur ouvrait ni horizon ni débouchés. Il n'est donc pas question de le regretter.

Mais à quoi le nouvel enseignement va-t-il préparer les jeunes filles ? Pour les garçons, on sait à peu près ; mais les filles ? Pour choisir de les y inscrire, il faudrait avoir prospecté les débouchés, les carrières possibles qui en découlent, et qui sont toutes agricoles ou para-agricoles. Evidemment, cet enseignement convient seulement à la fraction des rurales qui voudront et pourront rester dans leur milieu et qui y trouveront un emploi. Les autres, en sortant de cet enseignement, devront se reconvertir... si possible. Si on forme des femmes pour une vie qu'elles ne pourront pas vivre, on prépare non seulement un affreux gâchis mais une génération de révoltées.

L'agriculture de demain

Que pourront faire les femmes dans l'agriculture de demain ? Que seront leur métier, leur place,

(1) Dans « Le métier de femme », (Plon 1965), et dans divers articles.

leur utilité ? C'est un domaine que commencent à prospecter ces « femmes-pilotes » des organismes agricoles.

Tout d'abord des femmes, moins nombreuses sans doute, resteront dans les exploitations. Elles conserveront un rôle, mais pas celui de leurs grand-mères qui gagnaient toute la consommation et tout l'argent courant de la ferme par un petit élevage varié et la vente des surplus au marché. Ces femmes vont-elles s'embourgeoiser, cesser de gagner, dans une solitude qui ne sera pas dorée ?

Pratiquement leur ancien rôle se videra de tout ce qui était professionnel, à moins qu'elles ne deviennent spécialistes d'une branche de travail, techniciennes brevetées : ceci semble être l'objectif de l'enseignement agricole tel qu'il est réorganisé. Elles peuvent aussi passer au rang de travailleuses à temps partiel, en se bornant à être les secrétaires-comptables et les gérantes d'une exploitation privée.

Le secteur para-agricole

Il y aura également, de plus en plus, des femmes dans le secteur para-agricole. Leur formation semble l'un des objectifs de l'enseignement agricole élevé. Celles-là comme les urbaines, devront travailler hors du foyer. Cette reconversion capitale ébranle la conception même de « la femme », elle va, nous le verrons, poser des problèmes inattendus.

La ville

Il faudra aussi prévoir une reconversion totale pour celles qui, par leur mariage ou par le fait des circonstances, quitteront le monde rural et passeront à la ville. Les diplômées de l'enseignement agricole du cycle II se trouveront alors inemploya-

bles. Diplômées de diplômes inutiles, elles seront dans la situation de tant de citadines qui ont un C.A.P. de couture et qui sont engagées comme O.S. dans les usines, c'est-à-dire au niveau le plus bas. Pour celles-là, l'enseignement agricole est une aide aussi dérisoire que celle qui consistait jadis à donner des « bons de pain » à des gens qui cherchaient du travail ! Ce problème est le même pour les hommes, sans doute, mais il est plus complexe pour les femmes dont l'emploi et la carrière sont liés à ceux des hommes qu'elles épousent.... pour leurs beaux yeux et rarement pour leur métier !

Des diplômés, en vue de quoi ?

Une autre difficulté s'ajoute : dans l'enseignement agricole féminin, trop récent encore, il semble que personne ne sache actuellement quelle sera la valeur et l'emploi des diplômés. Cela rend très difficile le travail d'enseignement et cela paralyse actuellement l'évolution des femmes. La plupart des élèves entrent là sans viser aucun métier, faute de savoir où l'on peut aller ; quant aux parents, ils les y envoient pour continuer à toucher les allocations. Le climat actuel est celui d'une parfaite ignorance qui ne peut être brisé ni de part ni d'autre. On ne peut pas faire adopter l'évolution aux parents si on ne leur dit pas ce qu'elle leur rapportera ; on ne peut pas former des jeunes filles si on ne leur dit pas exactement pour quoi.

Il semble que la soudaineté de la réforme, l'urgence de l'évolution et le désarroi général laissent tout le monde sur un point d'interrogation. Le Ministère lui-même paraît attendre des enseignants ou des usagers qu'ils décident de l'avenir de toutes ces filles, ou découvrent ce qu'elles veulent.

Des solutions à bâtir

Les jeunes professeurs présentés à l'Université agricole de printemps, ont lancé des suggestions qui méritent d'être notées, parce qu'elles ouvrent des espoirs précis dans un tableau encore très brumeux :

— formation, en fin de cycle, d'agents techniques spécialisés dans le secrétariat et la gestion : ceci offrirait aux femmes rurales des perspectives d'emploi dans une agriculture regroupée ;

— ouverture d'une branche de « pratique ménagère agricole », formation de maîtresses de travaux pratiques et de professeurs adjoints et techniques, renouvelant l'ancien enseignement féminin et ménager ;

— ouverture de branches de techniques agricoles dans les collèges agricoles : aviculture, floriculture, ou techniques annexes. Formation d'animatrices culturelles pour village, d'agents techniques de laboratoire, d'hôtesse de gîtes ruraux.... A celles-là il faudrait permettre en fin de cycle, l'entrée dans les écoles mixtes ;

— des lycées (au moins un par région) seraient à créer, pour trouver en fin de cycle III des débouchés scientifiques qui ne seraient pas seulement agricoles. Le diplôme du cycle III devrait permettre toutes les carrières biologiques : médecine, médecine vétérinaire, pharmacie, recherche, et peut-être aussi des carrières économiques, c'est-à-dire l'entrée à la Faculté de Droit ou d'Economie.

Instruction et formation professionnelle

Il faut le répéter : il n'y a pas de promotion, pour les hommes, ou pour les femmes, sans une instruction et une formation professionnelle. Si les femmes, en milieu rural, prennent du retard dans le domaine de l'enseignement, sous prétexte que « ce sont des femmes », elles vont tomber dans le sous-prolétariat, et elles vont perdre cette égalité avec les hommes, (dans la pauvreté et le dénuement certes), qui a fait la force et l'équilibre puisant des milieux ruraux. Ainsi se préparent l'amertume et la rancœur, source de complexes d'infériorité et de féminisme agressif, dont le monde entier est saturé.

Reconnaissons-le, les moyens d'études offerts aux filles dans cet enseignement, malgré un gros effort, sont nettement inférieurs à ceux qu'on offre aux garçons. Quelques exemples : dans les centres de préformation, il y a trois fois plus de place pour les garçons. Pour le brevet professionnel d'apprentissage, l'ensemble des centres est réservé aux hommes. Pour la formation professionnelle laitière et horticole, il existe un centre féminin pour cinq ou six centres masculins...

Les anciennes « classes » et tous les particularismes sont en voie de disparition. L'ancien « état de paysanne », bien à part, qui avait sa noblesse et sa valeur technique, va fondre, disparaître. Ce qui le remplacera n'est pas trouvé, mais il faut le trouver.

L'isolement guette les foyers ruraux

D'autres problèmes non plus scolaires, mais sociaux vont se poser, ils sont apparemment moins urgents, mais seront très lourds : quand les femmes des campagnes devront émigrer hors de l'exploitation pour continuer à gagner, elles vont se heurter à une absence totale d'assistance maternelle. Très insuffisante en ville, elle est tout à fait inexistante à la campagne, à part quelques Ruches ; il n'y existe ni crèches, ni haltes, ni organisation de gar-

diennage. Et le problème sera plus grave parce qu'il n'y a pas de solution de voisinage. Si on y ajoute la disparition rapide de la cohabitation et le départ des « anciens », capables de relayer les jeunes mères, si on y ajoute le départ des jeunes filles vers les établissements scolaires, on mesure l'isolement qui guette les foyers ruraux.

Or les investissements sociaux ne s'improvisent pas. Ce problème ronge les travailleuses urbaines et les vieillit précocement, parce qu'on a pris du retard sur les faits, pour avoir refusé de les admettre quand ils avaient lieu. Les crédits sociaux de nos Plans ne suffiront pas d'ici longtemps à soulager les femmes des villes. Que deviendront les rurales, dont les besoins ont, en plus, le grave handicap d'être « éparpillés », c'est-à-dire d'être plus coûteux parce que peu rentables ?

La femme au niveau municipal

On sent bien, un peu partout que la partie se jouera au niveau municipal. Mais combien de femmes rurales, ou plus précisément d'agricultrices, sont en place dans les municipalités pour réfléchir à ces besoins, les défendre, les imposer ? Aucune statistique ne nous en informe, mais on peut se reporter à la proportion générale des hommes et des femmes dans les dernières élections : les 11.145 conseillères en France représentent seulement 2,37 % de l'ensemble du corps municipal. Les vraies représentantes du monde rural y sont sans rapport avec les 24.000 communes de moins de 500 habitants où se règle la vie quotidienne des agriculteurs.

Le sort des êtres ne se joue pas seulement au niveau de l'école, ni à celui des lois. Il se joue dans ce rapport quotidien, dans cette lutte pour la vie où les sexes marchent de pair, s'affrontent parfois et doivent trouver un équilibre. Et il faut avoir, avant de terminer cette réflexion, le courage d'affronter la difficulté la moins avouable, celle de la place des femmes dans le monde rural, tel qu'il se façonne pour demain.

Une place pour les femmes

Une longue observation des questions féminines à travers divers pays et diverses histoires permet de poser une sorte de loi : les femmes ne sont utiles et efficaces que mêlées au monde de tous, apportant leur vision des problèmes, leur expérience de vie, leurs réflexes propres qui sont souvent particuliers et partiels, mais irremplaçables.

Chaque fois qu'on oublie les femmes en tant que citoyennes participantes, qu'on les relègue et qu'on monte une société d'hommes, quelque chose cloche et manque. Chaque fois qu'elles se grou-

pent entre elles, à part, leur pouvoir créateur est affaibli et leur influence limitée. Il semble que tout se passe à l'image de la nature : le féminin seul, isolé, devient stérile. Dans le social comme dans le biologique, il n'y a rien de fructueux hors de la règle essentielle de la vie : la dualité.

Dans les structures nationales

Or qu'a-t-on fait depuis que la condition féminine et les sociétés ont commencé à évoluer vers leur forme moderne ? Nulle part on ne leur a fait

de place. Voyez les chiffres : 8 françaises à l'Assemblée Nationale, 5 au Sénat, 4 au Conseil Economique (sur 200 membres), 8 au Commissariat du Plan (sur 771 membres), 2 femmes à l'Union nationale des Caisses d'Allocations familiales (sur 45 membres), 3 femmes au Conseil supérieur de la Construction (sur 74 membres), 4 femmes au Haut Comité de la Jeunesse (sur 60 membres). Comment les problèmes qu'elles posent et qu'elles se posent seraient-ils réglés ?

En partie parce qu'on ne les a ni appelées ni accueillies, en partie parce qu'elles n'ont pas su ou pas osé s'imposer, les femmes et leur apport manquent partout. C'est grave : leur absence parmi les hommes risque de nuire à l'équilibre de notre monde. Nous sommes un pays qui n'a jamais connu de vraie ségrégation des sexes. Nos lois ont sans doute fait une place prépondérante aux hommes, mais notre société a toujours été une société mixte, sans béguinage, sans gynécée, sans harems, sans deux mondes séparés. Nous sommes un pays où on a l'habitude de vivre en commun et assez proches pour qu'une vraie entente soit possible. La ségrégation qui se dessine un peu partout est un phénomène nouveau, une menace insidieuse, parce que mal observée et mal reconnue.

Si le monde agricole s'organise sans faire à ses femmes la place qui leur revient et dont elles ont l'habitude, il court vers une fissure interne, dont il n'est pas sûr qu'il soit un jour satisfait.

Dans les organisations agricoles

Comment les organisations professionnelles agricoles ont-elles incorporé les femmes ? Quelle place leur ont-elles faites dans des structures qui se montent ? Un rapide coup d'œil nous dévoile trois types de réactions :

— la non-intégration

C'est la réaction la plus fréquente, soit refus (par tradition), soit absence de fait (par incurie des femmes). Dans les Chambres d'agriculture, où les femmes sont électrices, on trouve 22 femmes sur un total de 2.600 élus. Il s'agit, bien sûr, des résultats d'un suffrage, mais les élections se font par listes, et les listes sont constituées par les responsables. C'est là que se décide l'absence des femmes, sinon consciemment, du moins en fait. Au niveau national, pas une seule femme, parce que l'Assemblée groupe les présidents de Chambres et qu'il n'y a pas de présidentes.

Dans les Conseils d'administration de la Coopération agricole : pas de femmes sauf exception. On peut dire qu'elles n'en font pas partie. On n'en trouve que comme directrices de coopératrices.

A la Mutualité agricole, où il s'agit pourtant de régler des questions sociales : maladies, retraites, etc... pas de femmes au niveau national. Dans les 85 Conseils départementaux, il y a 40 femmes sur 1.530 représentants.

— l'intégration à part

Cette seconde réaction est un peu moins fréquente : c'est la « ségrégation ». Les syndicats agricoles ont monté un service de vulgarisation féminine, dirigé par une femme, pour les femmes : un secteur distinct. Il y a 250 groupements pour les femmes et environ 2.000 pour les hommes. Au Conseil national, les deux femmes qui siègent parmi 53 membres représentent les Cetma et sont membres de droit. Au bureau : 1 femme sur 25 membres. Les Ceta cantonnent les femmes dans leur organisation propre : les Cetma. Nous comptons 70 groupements de Cetma contre 950 groupements de Ceta. Les femmes semblent plus favorisées qu'ailleurs, mais l'expérience le prouve, chaque fois qu'un groupement, une profession, un secteur ou un salaire sont dits « féminins », ils sont considérés comme inférieurs, et ne cessent de se dégrader. Les femmes ne sont jamais vraiment intégrées nulle part, quand elles ne partagent pas les mêmes problèmes et qu'on leur reconnaît « les leurs » qui ne sont pas ceux de tous.

— le cas du C.N.J.A.

Seul dans le monde agricole, et peut-être dans la société française, le C.N.J.A. a abandonné totalement la ségrégation et a traité les femmes en égales. Il a, après moins de deux ans de tâtonnements, supprimé les Commissions féminines (2) et s'est imposé comme règle d'avoir 1/3 de femmes dans ses Conseils à tous les échelons. Le Conseil national compte 10 femmes sur 41 membres. Un fait est important : cette attitude est le fruit d'une évolution, d'une réflexion discutée en commun. Les leaders avaient épousé, pour la plupart, des femmes-leaders, presque toutes issues de la J.A.C. : ces femmes, par ce qu'elles étaient, se sont imposées comme des semblables à ces hommes capables de les reconnaître comme telles. Et l'on peut se demander si cet organisme ne leur doit pas une part non négligeable de sa vitalité. (3)

(2) Si, pratiquement, on revient depuis quelque temps à des sessions féminines c'est de façon statutaire, par un besoin interne. Il faut dégrossir les nouvelles venues et les aider à opérer la transition vers une totale mixité dont elles n'ont pas encore l'habitude.

(3) Comparer cette proportion avec celle des organisations syndicales ouvrières : 2 femmes sur 13 membres au bureau de la C.G.T., 0 sur 10 au bureau de F.O., et 1 sur 44 au bureau de la C.F.D.T.

Une adaptation vitale

Le monde agricole est un monde traditionnel ; non seulement parce que les vieux y ont été longtemps les garants d'une science et d'une technique purement expérimentale, mais parce qu'il compte aujourd'hui plus d'hommes de plus de 50 ans que d'hommes de moins de cinquante ans. C'est un handicap : un vieux monde, comme un vieux pays, est lourd à faire évoluer. Il présente de terribles résistances ; il est peu maniable et peu compétitif.

Quant au mot « femme », il a été de tout temps synonyme de tradition, de permanence. Ces deux faits conjugués rendent spécialement urgente la réflexion, et même la brutalité, pour comprendre, accepter et hâter l'adaptation vitale survenant enfin, avec un considérable retard mais une exceptionnelle intelligence, chez les agricultrices françaises.